
AVRIL 2023



VOTRE GUIDE DES AFFAIRES À FIDJI



SOMMAIRE

- 3** INTRODUCTION
 - FIDJI EN QUELQUES MOTS
- 5** À PROPOS DE FIDJI
 - ÉCONOMIE ET OPPORTUNITÉS
- 8** INVESTIR A FIDJI
- 9** CRÉER UNE ENTREPRISE À FIDJI
- 11** INCITATIONS FISCALES
- 12** ZONES FRANCHES
- 14** IMMOBILIER
- 15** FRET ET TRANSPORT
- 16** SALAIRES
- 17** TÉMOIGNAGE
- 18** CONTACTS CLÉS
- 21** VOTRE REPRÉSENTANT NCT&I À FIDJI
- 22** À PROPOS DE NCT&I

FIDJI EN QUELQUES MOTS

Langues officielles : Anglais, Fidjien, Fidji Hindi

Capitale : Suva

Villes principales : Lautoka, Nadi, Labasa, Ba

Superficie : 18 333 km²

Zone économique exclusive : 1 282 978 de km²

Population : 902 000 habitants (dont 330 000 dans l'agglomération de Suva)

Densité de population : 49 habitants/km²

Age médian : 27,9 ans

Monnaie : Dollar Fidjien (1 FJD = 49.26 CFP au 21/04/2023)

Fuseau horaire : UTC +12

PIB : \$4,45 Mds USD

PIB par habitant : \$5057 USD

PIB Nouvelle Calédonie : \$9,44 Mds USD

PIB par habitant Nouvelle Calédonie : \$34 788 USD

Banques : BSP, ANZ, Westpac, BRED Bank Fiji (groupe BRED comme la BCI), HFC, Bank of Baroda



INTRODUCTION

FIDJI EN QUELQUES MOTS

Fidji par sa situation géographique, sa population et son histoire est au centre des échanges commerciaux du Pacifique Sud. Sa forte connectivité maritime et aérienne, associée à une infrastructure informatique moderne, fait de Fidji un emplacement de choix pour toute entreprise souhaitant développer ses relations avec le monde anglophone du Pacifique Sud. Fidji est un pays à revenu moyen supérieur doté d'une économie relativement diversifiée et sophistiquée. L'anglais y est largement parlé.

Fidji dispose d'un système de télécommunications relativement efficace, fiable et abordable par le biais de nombreux câbles sous-marins, avec des liaisons entre autres avec la Nouvelle-Zélande, l'Australie, l'Amérique du Nord et la Nouvelle-Calédonie.

Fidji est de plus en plus reconnu comme une plaque tournante du Pacifique et joue un rôle clé dans la facilitation du commerce intrarégional. De ce fait, Fidji abrite les bureaux régionaux de nombreux bailleurs de fonds et organisations régionales ou internationales : Banque Asiatique de Développement (BAD), groupe de la Banque Mondiale (BM / IFC), Organisations des Nations Unies (ONU), USAID (USA), JICA (Japon), KOICA (Corée du Sud), GIZ (Allemagne), Délégation de l'Union Européenne pour le Pacifique (EU), Communauté du Pacifique (CPS), Université du Pacifique Sud (USP) etc...

Historiquement, l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont très impliquées dans l'économie Fidjienne et partagent des relations économiques privilégiées en tant que partenaires commerciaux majeurs. De nombreux programmes de développement économique et d'aides sont mis en place à Fidji par les deux pays. De même, de nombreuses entreprises australiennes et néo-zélandaises sont installées et ancrées à Fidji. Cependant la présence historique de l'Australie à Fidji irrite certaines entreprises Fidjiennes qui réservent ainsi parfois un accueil plus chaleureux aux entreprises d'autres horizons (Nouvelle-Calédonie/France).

Enfin, les nouveaux programmes de visa de l'Australie et la Nouvelle-Zélande afin d'attirer de la main d'œuvre du Pacifique, dont Fidji, posent un souci grandissant de fuite des cerveaux au sein de l'économie Fidjienne. En effet, malgré les transferts d'argent des employés de ces schémas vers leurs familles basées à Fidji, Fidji fait désormais face à un manque grandissant de main d'œuvre qualifiée, principalement dans les domaines de l'hôtellerie, la restauration, les transports et l'industrie. Ce sujet délicat pour Fidji envers l'Australie et la Nouvelle-Zélande, grands partenaires commerciaux, est au cœur des discussions entre les organismes patronaux locaux et le gouvernement (nombre de départ estimé à ce jour : 10 000 / an).

INTRODUCTION

ECONOMIE ET OPPORTUNITÉS

TOURISME



L'économie Fidjienne repose grandement sur l'industrie du tourisme qui représentait en période pré-Covid autour de 39% du PIB (direct et indirect) et 35,5% de l'emploi total. Ainsi l'économie Fidjienne a fait face à une grande contraction de son économie avec une baisse de 17,2% de son PIB en 2020 et de 4,1% de son PIB en 2021. La période post-Covid en revanche est positive pour Fidji avec des taux de remplissage des hôtels de l'ordre de 90/95% du niveau pré-Covid et une croissance globale de 15,9% pour l'année 2022.

AGRICULTURE



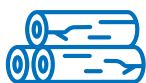
L'agriculture est un secteur important de l'économie Fidjienne, représentant 8,3% du PIB. Historiquement, Fidji est connu pour son industrie du sucre qui est encore importante à ce jour. L'agriculture présente de nombreuses opportunités commerciales : en effet, 52% des produits frais consommés par les hôtels sont importés et 63% de ces produits importés pourraient être produits localement. De même, la majorité des produits en vente dans les supermarchés sont importés dont une grande partie venant d'Australie ou de Nouvelle-Zélande. Il existe certaines opportunités commerciales dans l'agrobusiness, car de nouvelles machines et technologies sont adoptées pour augmenter l'offre agricole nationale.

INDUSTRIE



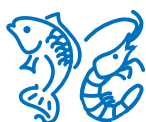
L'industrie est le deuxième secteur d'activité du pays en termes de PIB (11,7% du PIB) et emploie approximativement 24 300 personnes. On retrouve notamment dans cette catégorie l'industrie agroalimentaire avec des entreprises importantes comme Punjas, FMF et Goodman Fielder, l'industrie du textile (et chaussures) qui est très développée à Fidji, la métallurgie et les cosmétiques.

SYLVICULTURE



La sylviculture représente près de 3,2% du PIB du pays et est principalement axée sur l'exploitation de l'acajou et de pin. Fidji possède la plus grande réserve non native d'acajou au monde (8% des forêts Fidjiennes) et 11% de sa surface forestière est couverte par des pins. De nombreuses entreprises du secteur exploitent le bois et les sciures représentent une source d'export importante vers le Japon et la Chine.

PÊCHE ET AQUACULTURE



La pêche représente 1,8% du PIB de Fidji et emploie près de 9100 personnes. La majorité des revenus de la pêche sont issus de la pêche du thon (présence de plusieurs conserveries sur Fidji, dont la réputée PAFCO) bien qu'il existe également des producteurs en aquaculture (près de 515 producteurs de tilapia et crevettes).

ECONOMIE ET OPPORTUNITÉS

MINES ET EAU DE SOURCE



L'eau de source représente près de 21% des exports de Fidji (1ère matière exportée) avec de nombreuses entreprises dans le secteur, la plus connue étant Fiji Water, exportant majoritairement vers les Etats-Unis. Le secteur de la mine est également important à Fidji, notamment l'or, qui représente près de 10% des exports de Fidji.

NUMÉRIQUE ET EXTERNALISATION DES PROCESSUS D'AFFAIRES



L'industrie numérique et l'externalisation des processus d'affaires (principalement des centres d'appels) représentent près de 10% du PIB de Fidji. La qualité du réseau internet, le fuseau horaire, le faible coût de la main d'œuvre et l'anglais en tant que langue officielle font de Fidji une destination de choix pour l'installation de centre d'appels. De nombreuses initiatives sont mises en place pour développer ce secteur qui est en forte expansion et est une des priorités du gouvernement Fidjien. Le gouvernement vise 100 000 emplois dans le secteur d'ici 10 ans (7 000 emplois à ce jour).

Pour approfondir : [LIEN](#)

OPPORTUNITÉS



ENERGIE



Le gouvernement fidjien s'est fixé pour objectif de produire 100 % d'énergie renouvelable d'ici 2036. A ce jour, 58,5% de l'électricité est produite par les énergies renouvelables (hydroélectrique = 58,47% ; éolien = 0,03%), 35% par les énergies fossiles et 6,5% par des producteurs indépendants (Tropik Wood Industries Limited, Fiji Sugar Corporation, Nabou Green Energy Limited). Il existe ainsi de nombreuses opportunités de développement en énergie renouvelable à Fidji. Les agences de développement multilatérales investissent stratégiquement dans les infrastructures, les transports, l'eau et l'énergie à Fidji.

SANTÉ



En raison de l'impact de COVID-19, on constate un intérêt émergent pour les solutions de santé numériques. Il y a un besoin de formation dans les hôpitaux (Lautoka) et de fourniture d'équipement afin de répondre aux standards Australiens. A ce jour, Aspen Medical (Australie) s'est associé au gouvernement fidjien pour développer, financer, moderniser, exploiter et entretenir deux hôpitaux aux Fidji. Il existe également des opportunités dans les évacuations sanitaires d'urgences qui sont principalement effectuées vers l'Australie ou l'Inde, la Nouvelle-Calédonie possédant des infrastructures de même niveau tout en étant plus proche géographiquement de Fidji.

ECONOMIE ET OPPORTUNITÉS

GESTION DES DÉCHETS



Fidji n'est pas en capacité de traiter tout ses déchets et de nombreux déchets, s'ils sont récupérés, sont enfouis ou bien centralisés et exportés vers des centres de recyclage (Nouvelle-Zélande / Australie). A ce jour les seuls déchets recyclés sont en papier/carton. Fidji manque de centres d'enfouissement normés sur tout son territoire, un projet de centre d'enfouissement dans l'ouest (Nadi) étant en cours. De même, le nombre important de voitures hybrides à Fidji pose un souci de recyclage des batteries et Fidji souhaiterait apporter une solution locale de recyclage.

FORMATION



Il existe une forte demande de la part des employeurs fidjiens pour le développement des compétences et la formation professionnelle dans les domaines de la construction, du tourisme et de l'hôtellerie, de l'agroalimentaire, des soins infirmiers et de la formation médicale. Ce besoin est notamment lié à l'actuelle fuite des cerveaux.

CONSTRUCTION ET MAINTENANCE



Les Fidji comptent plus de 100 hôtels et resorts qui nécessitent une maintenance et une gestion permanente des actifs. Bien que certains développements aient été mis en attente en raison de la COVID19, le secteur touristique fidjien a traditionnellement stimulé la demande de projets de construction de resorts, d'hôtels, de marinas et de logements.

CONSULTING



Il existe une demande de fournisseurs de services qualifiés, notamment pour fournir des conseils en matière de conception, de services architecturaux et de gestion de projets. Certaines entreprises se sont adaptées pour fournir ces services à distance pendant la période COVID-19.

VÉHICULES ÉLECTRIQUES



Fidji a récemment installé en septembre 2022 sa première station de recharge de véhicules électrique par l'entreprise Switch Network. Fidji, soutenu par le fond de développement des Nations Unis, souhaite désormais développer son réseau de véhicules et stations de recharge électrique.

DIGITALISATION



Fidji est dans l'optique de se digitaliser au maximum, notamment dans le secteur bancaire qui lance de nombreuses initiatives sur le sujet (banque en ligne et banque mobile). Fidji a décidé de stopper la circulation de chèques d'ici 2 ans ainsi que de mettre en place "un système de paiement national" pour lutter contre le marché noir d'ici fin 2022. Enfin, les banques sont actuellement en pleine amélioration de leur cybersécurité.

Investment Fiji est historiquement l'organisme en charge de gérer tout nouveau projet d'investissement à Fidji, comprenant ainsi le processus d'établissement d'une entreprise/entité/filiale par un investisseur étranger. Depuis Août 2022, la loi et le rôle d'Investment Fiji a été modifié de tel sorte à ce que l'établissement d'une entreprise/entité/filiale par un investisseur étranger soit délégué au Registre des entreprises. Investment Fiji reste cependant en support dans ce processus. Ainsi, les nouvelles étapes de création d'une entreprise/entité/filiale à Fidji sont les suivantes :

1

Enregistrement de l'entreprise auprès du registre des entreprises (*'registrar of companies'*)

2

Enregistrement auprès du service des taxes (*'Fiji Revenue & Customs Services'*) afin d'obtenir son numéro d'identification fiscal (*'Tax Identification Number'*)

3

Enregistrement du partage des parts auprès de la banque de réserve de Fidji (*'Reserve Bank of Fiji'*)

4

Demande de permis d'investisseur auprès du département de l'immigration (*'Department of Immigration'*)

5

Remise du rapport d'investisseur étranger auprès de Investment Fiji (*'Foreign Investor Reporting'*)

6

Suivant la nature de l'activité entreprise, une approbation/licence par les autorités locales peut être nécessaire

INVESTIR À FIDJI

CRÉER UNE ENTREPRISE

Il existe de nombreux statuts d'entreprises à Fidji, chacun ayant ses spécificités comme précisé ci-dessous. Compte tenu de la grande différence entre les systèmes administratifs et légaux de la Nouvelle-Calédonie et Fidji, il est fortement recommandé d'être accompagné par un agent local / cabinet de conseil pour comprendre les spécificités du pays, bien que ce ne soit pas obligatoire. Si un investisseur n'est pas présent dans le pays et a besoin d'un représentant pour effectuer les dépôts et les demandes en leur nom, ils peuvent engager des agents pour effectuer les dépôts et les demandes nécessaires. Cela dépendra des préférences de l'investisseur.

QUELQUES TYPES D'ENTREPRISES À FIDJI :

Les investisseurs peuvent exploiter leur entreprise par l'intermédiaire des types d'entités suivants :

- **Entreprise individuelle (1 propriétaire - individu)**
 - Une personne qui exerce une activité commerciale en tant qu'individu et qui est légalement responsable de tous les aspects de l'entreprise et qui est personnellement responsable de tous les engagements et de toutes les dettes liés à l'entreprise.
- **Société de personnes (2 à 25 associés)**
 - Entreprise unique dont la propriété est partagée par deux personnes ou plus. Chaque associé contribue à tous les aspects de l'entreprise, partage les bénéfices et les pertes de l'entreprise et assume une responsabilité illimitée pour toutes les dettes et tous les engagements contractés par la société.
- **Société privée (1 à 49 actionnaires)**
 - Il s'agit d'une structure d'entreprise dans laquelle les membres de l'entreprise ne peuvent être tenus personnellement responsables des dettes ou des engagements de l'entreprise. Une société privée doit avoir au moins un directeur qui réside normalement aux Fidji. La capacité des actionnaires à transférer leurs actions est limitée (contrairement aux sociétés publiques dont les actions sont négociables).
- **Société publique (minimum de 7 actionnaires)**
 - Une société qui offre ses actions à la vente au public. Cela ne s'applique normalement qu'aux grandes entreprises qui souhaitent lever des capitaux par le biais d'un investissement public dans l'entreprise.
- **Société étrangère (détenue à 100 % par la société mère)**
- **Fiducie**
- **Organisation à but non lucratif (ONG)**

D'autres types d'entreprises sont possibles, NCT&I vous invite à obtenir plus d'informations auprès d'un cabinet de conseil / d'avocats (liste disponible sur demande).

CRÉER UNE ENTREPRISE

AI-JE BESOIN D'UN PARTENAIRE LOCAL POUR OPÉRER UNE ENTREPRISE À FIDJI ?

Non. Toutefois, la société doit avoir un directeur résident (voir la loi sur les sociétés de 2015). Il est possible de faire appel à des agents ou cabinets spécialisés.

COMBIEN DOIS-JE INVESTIR POUR OUVRIR UNE ENTREPRISE À FIDJI ?

Depuis la révision de la loi sur l'investissement en Août 2022, **il est nécessaire d'investir un minimum de 300 000 dollars pour entreprendre des activités aux Fidji**. Toutefois, les investisseurs étrangers qui investissent dans des activités restreintes doivent investir le montant spécifié dans la réglementation sur l'investissement (activités réservées et restreintes) de 2022.

Activités restreintes : commerce de détail, discothèque, bar, scierie, pêche, tabac, hôtellerie et gestion immobilière (détails à retrouver via ce [LIEN](#))

Cette mesure a été mise en place afin de limiter et contrôler le nombre de petites entreprises étrangères et inciter l'investissement. Il est nécessaire d'apporter ce montant dans les trois mois suivant la date de constitution de la société, cet argent pouvant être utilisé dans la gestion de l'entreprise et retransféré ultérieurement vers la Nouvelle-Calédonie.

TAXATION DES ENTREPRISES À FIDJI :

Le taux de l'impôt sur les sociétés est de 20 %. Une société étrangère qui établit/transfère son siège social aux Fidji sera soumise à un faible taux d'imposition sur les sociétés de 17 %, qui passera toutefois à 20 % à compter de l'année d'imposition suivante. Une société cotée à la Bourse du Pacifique Sud (SPX) est soumise à un faible taux d'imposition des sociétés de 10 %, mais ce taux passera à 20 % à partir de l'année d'imposition suivante. Les revenus tirés de la négociation des actions de la SPX seront exonérés de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les plus-values.

Pour plus d'informations : <https://www.frcs.org.fj/>



INCITATIONS FISCALES

Fidji a mis en place de nombreuses incitations fiscales afin de promouvoir les investissements dans des secteurs d'activités ciblés. Ces incitations sont généralement sous forme d'exonération d'impôts avec différentes tranches et durée suivant le montant investi ainsi que des exonérations de taxes à l'importation.

Ces incitations concernent les activités suivantes :

- Construction, rénovation et extension d'hôtels/resorts
- Création ou développement d'une entreprise dans le domaine du numérique (+R&D, formation et développement d'applications et logiciels)
- Création, rénovation ou extension d'un hôpital privé, d'un centre de services médicaux auxiliaires ou d'un laboratoire (IRM, analyse etc...)
- Projet d'agriculture commerciale, de transformation agroalimentaire ou de production de bio-carburant
- Création ou rénovation d'un bâtiment en un centre d'atterrissage de câble sous-marin
- Construction de maisons/résidences résidentielles incluant des logements sociaux
- Construction d'un centre de recyclage
- Construction ou rénovation à destination du gouvernement
- Construction ou rénovation de bateaux
- Subdivision de lots à des fins commerciales et résidentielles
- Développement de stations de recharge de véhicules électriques
- Fabrication de produits pharmaceutiques
- Rénovation de bâtiment commerciaux
- Construction de villages de retraités et d'établissements de soins pour personnes âgées.
- Construction et location d'entrepôts
- Activités liées aux énergies renouvelables

QUELQUES EXEMPLES D'INCITATIONS FISCALES :

- Congé fiscal d'une durée maximale de 20 ans pour les investissements dans un **centre/entreprise de recyclage**.
- Exonération fiscale de 20 ans sera accordée aux **opérateurs de BPO**.
- Une **déduction de 60 % des revenus d'exportation** est actuellement offerte aux exportateurs.
- **Allégement des droits de douane** sur l'importation d'articles.

Le détail des incitations fiscales sont à retrouver via ce [LIEN](#).



ZONES FRANCHES



QUI PEUT EN BÉNÉFICIER ?

Cette incitation est disponible pour une entité nouvellement constituée et engagée dans une nouvelle activité établie dans les zones suivantes (voir la carte à la page suivante) :

- Vanua Levu - y compris Taveuni, Rabi, Kioa et d'autres îles généralement incluses à des fins administratives gouvernementales comme faisant partie de la Division Nord.
- Rotuma
- Kadavu
- Lomaiviti
- Lau
- Région de Nausori-Lautoka (du côté de l'aéroport de Nausori de la rivière Rewa (à l'exclusion de la limite du canton) jusqu'au côté Ba de la rivière Matawalu)
- Naboro - pour les entreprises qui exercent uniquement des activités de gestion des déchets.
- Centre informatique de Tamavua - uniquement pour les entreprises dans le secteur de l'informatique comme décrit dans le Règlement relatif à l'impôt sur le revenu (incitations pour les régions non imposables) 2016.

CRITÈRES D'OCTROI DE LA LICENCE

- La société est une entité nouvellement constituée qui exerce une nouvelle activité.
- Le niveau d'investissement initial minimum doit être de \$250 000 FJD.
- Le niveau d'investissement initial minimum pour le centre informatique de Tamavua doit être de \$10 000 000 FJD.

EXONÉRATIONS FISCALES DISPONIBLES

Les revenus de toute nouvelle activité approuvée et établie dans la région sont exonérés d'impôts comme suit :

- Investissement en capital de \$250 000 à \$1 000 000 FJD, pour une période de 5 années fiscales consécutives ; ou
- Investissement en capital de \$1 000 000 à \$2 000 000 FJD, pour une période de 7 années fiscales consécutives ; ou
- Investissement en capital supérieur à \$2 000 000 FJD pendant une période de 13 années fiscales consécutives.

CONCESSIONS DOUANIÈRES

Les entreprises agréées dans le cadre des mesures d'incitation en faveur des régions exonérées d'impôts peuvent bénéficier d'une concession douanière au titre du code 290, du code 295 (pour les usines de recyclage des déchets) et du code 304 (pour le centre informatique) du tarif douanier sur l'importation de matières premières, de machines et d'équipements (y compris les pièces et les matériaux) nécessaires à la création initiale de l'entreprise aux taux de franchise fiscale, de franchise d'accises à l'importation et de TVA de 9 %.

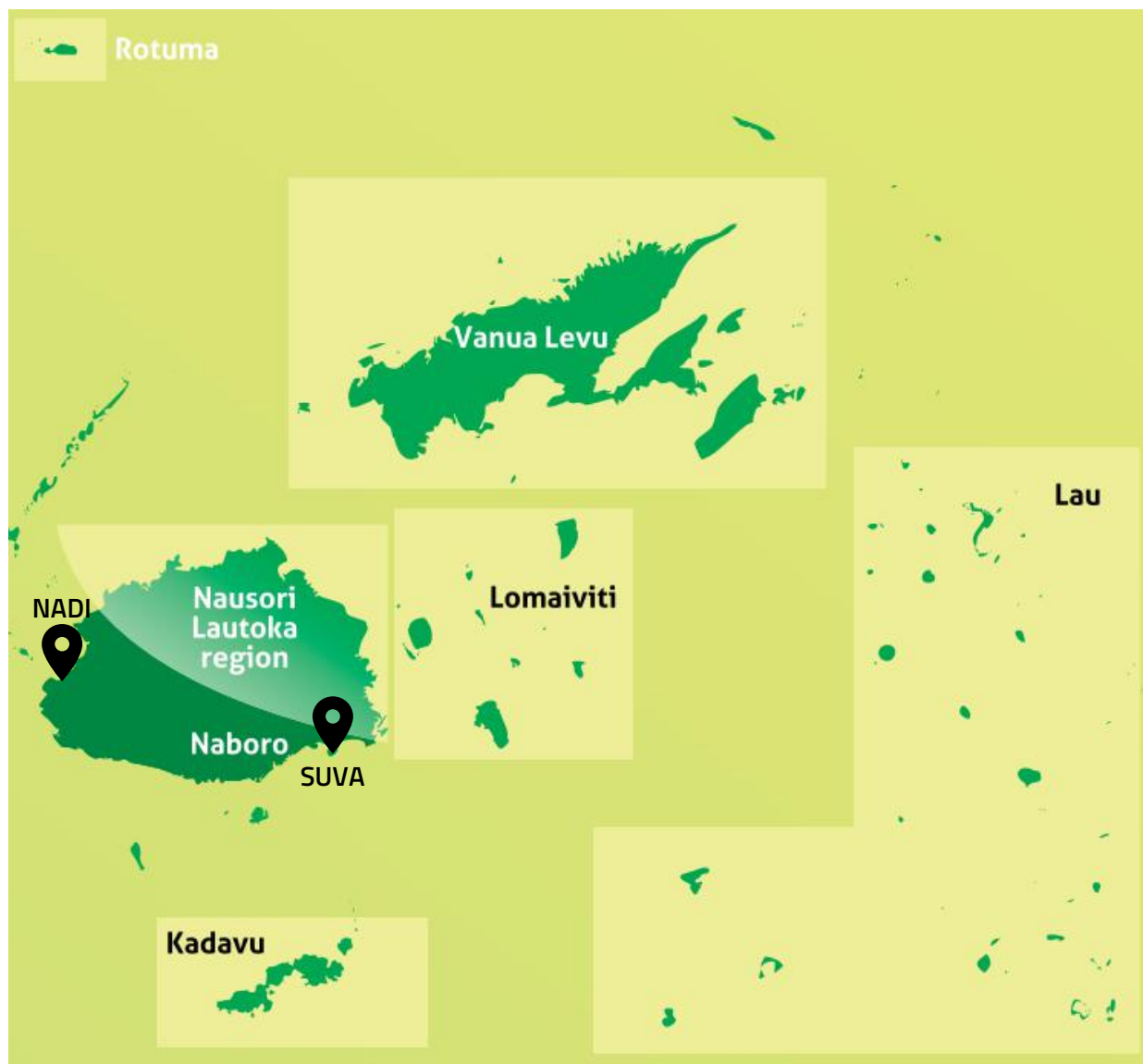
AUTRES AVANTAGES DANS LE CADRE DE LA ZONE FRANCHE

- 5 années supplémentaires d'exonération de la taxe sur les revenus sont disponibles pour toute entreprise ayant obtenu une licence et dont la participation des propriétaires fidjiens indigènes est d'au moins 25 %.
- Une exonération supplémentaire de 7 ans de la taxe sur les revenus est accordée à tout promoteur hôtelier qui obtient une licence et dont les propriétaires fidjiens indigènes détiennent au moins 25 % des parts.

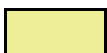
ZONES FRANCHES



INVESTIR À FIDJI



ZONES ÉLIGIBLES :



ZONES NON-ÉLIGIBLES :



Plus d'informations à retrouver via ce [LIEN](#).

IMMOBILIER



L'emplacement géographique de votre entreprise dépendra fortement des activités exercées à Fidji.

La majorité des entreprises choisissent de s'implanter dans la zone de Suva en raison de la présence de nombreuses administrations et ministères (FRCS, EFL, WAF, Investment Fiji, agents et avocats...) ainsi que les quelques zones industrielles que comprend Suva.

Cependant d'autres zones peuvent s'avérer judicieuses, comme la ville de Lautoka, située à l'ouest de l'île principale, Viti Levu, qui comprend le deuxième port de Fidji ainsi qu'une large zone industrielle. L'ouest de Viti Levu (zone de Nadi/Lautoka) est très touristique et comporte de nombreux resorts ce qui en fait un emplacement idéal pour les entreprises liées au secteur de l'hôtellerie.

Afin de trouver des locaux pour son entreprise, la solution la plus simple reste de passer par une agence immobilière, la plupart des agences comportant des annonces pour particuliers et professionnels.

À Fidji, 3 principaux sites regroupent les annonces des agences immobilières :



Chaque site permet de faire des recherches de locaux d'entreprises (onglet 'commercial') et de spécifier le type de local recherché (bureau, entrepôt, terrain etc...).

Les agences immobilières Fidjiennes utilisent fréquemment les réseaux sociaux (Facebook) afin de poster leurs nouvelles annonces. Il peut ainsi être pertinent de suivre différentes agences immobilières sur Facebook.

Principales agences immobilières à Fidji : [Harcourts Fiji](#), [Jokhanrealtors](#), [Suva Realty](#), [R Hookers](#), [Property Experts](#), ...

TARIFICATION DE LOCAUX

Veuillez retrouver ci-dessous les tarifications moyennes en centre-ville de Suva fournies par un agent immobilier, à titre d'exemple.

« Dans le centre-ville de Suva, vous pouvez vous attendre à payer entre \$30 et \$40 FJD plus TVA par m² et par mois. J'ai vu des cas extrêmes allant jusqu'à \$55 FJD/m²/mois, mais c'est inhabituel.

Il est également possible de trouver des bureaux de catégorie inférieure pour beaucoup moins de \$30 FJD/m²/mois, mais les emplacements ne sont généralement pas de premier ordre, et les bâtiments sont anciens et peuvent manquer de caractéristiques.

Le stationnement n'est pas toujours gratuit et peut être acquis moyennant un coût supplémentaire ».

INVESTIR À FIDJI

FRET ET TRANSPORT

SE RENDRE À FIDJI

La Nouvelle-Calédonie et Fidji sont reliés par voie aérienne par le biais de la compagnie aérienne Aircalin, effectuant à ce jour un vol direct par semaine Nouméa-Nadi-Nadi-Nouméa tous les lundis. Il est également possible de voyager les autres jours de la semaine par vol avec escale (Vanuatu, Australie ou Nouvelle-Zélande).

FRET

Le **fret aérien** entre la Nouvelle-Calédonie et Fidji peut facilement être réalisé par le biais de la liaison directe Aircalin, facilitant les envois nécessitant des temps de transit courts.

Le **fret maritime** entre la Nouvelle-Calédonie et Fidji est relativement rapide car direct avec des temps de transit de 2/3 jours pour Nouméa-Lautoka et 2/3 jours pour Nouméa-Suva suivant la compagnie maritime utilisée (MSC, Maersk, NPDL Shipping).

Dans le sens inverse, les temps de transit Suva/Lautoka-Nouméa sont de l'ordre de 8 à 10 jours via Sydney.

Quelques transitaires Fidjiens :

- Williams & Gosling
- Carpenters Shipping
- Bolloré Fiji

PORTS

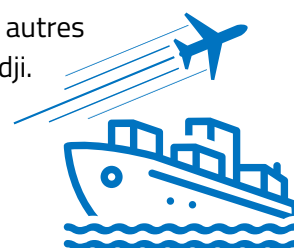
Fiji Ports Corporation Limited, plus connue sous le nom de Fiji Ports, est la société commerciale de gestion portuaire qui gère les deux ports principaux de Suva et Lautoka et les ports secondaires de Levuka, Vuda, Malau, Rotuma et Wairiki.

- Le **port de Suva** est le plus grand, le plus fréquenté et le plus important port à conteneurs et port général des Fidji. Il constitue la porte d'entrée maritime de Suva, la capitale du pays.
- Le **port de Lautoka** est le plus grand port de Fidji pour la manutention de marchandises en vrac, spécialisé dans le sucre en vrac, la mélasse, les copeaux de bois, le pétrole et le gaz. Lautoka répond aux besoins de transport maritime de l'ouest de Viti Levu et est la base des célèbres croisières Blue Lagoon et Nai's Cruises de Fidji.

Fidji comprend également le port de plaisance de Denarau, principalement destiné aux croisiéristes et transits vers les îles Mamanucas et Yasawas.

AÉROPORTS

Fiji Airports, société commerciale gouvernementale, exploite 15 aéroports dans les îles Fidji, dont les aéroports internationaux de Nadi et de Nausori (Suva) et 13 autres aéroports nationaux situés sur des îles dispersées dans la zone maritime de Fidji.



SALAIRES



Le salaire minimum Fidjien a récemment été augmenté, presque doublé, mais reste relativement faible relativement au coût de la vie à Fidji, il est depuis le 1er Janvier 2023 de \$4/heure (FJD). Le salaire minimum reste très bas et est appliqué pour les emplois sans qualification, mais qui se traduit également par un fort turnover. **Le salaire minimum varie également en fonction du secteur d'activité et est à retrouver via ce [LIEN](#).**

Comme en Nouvelle-Calédonie, les salaires du secteur privé sont plus élevés que les salaires du secteur public. Il est difficile d'obtenir des informations précises sur les salaires moyens à Fidji par secteur et fonctions. En revanche il est possible de se baser sur les salaires du secteur public.

Les grilles salariales à Fidji sont découpées par « Bands » représentant la qualification et par « Steps » représentant l'ancienneté et la maturité/expérience sur le poste (détails à retrouver via ce [LIEN](#)).

Les échelles salariales du secteur public sont similaires au secteur privé à l'étape (Step) 4 – « il s'agit de la phase entièrement compétente et ne devrait être fournie aux employés qu'à la suite d'une évaluation du rendement conformément à la ligne directrice sur l'évaluation du rendement. »

Band	Step 1 Transitional	Step 1	Step 2	Step 3	Step 4 Mid	Step 5	Step 6	Step 7
A		8,849.10	9,529.80	10,323.95	11,345.00	12,025.70	12,819.85	13,840.90
		4.60	4.95	5.37	5.90	6.25	6.66	7.19
B		10,339.99	11,135.38	12,063.32	13,256.40	14,051.78	14,979.73	16,172.81
		5.37	5.79	6.27	6.89	7.30	7.79	8.41
C		12,081.69	13,011.05	14,095.31	15,489.35	16,418.71	17,502.97	18,897.01
		6.28	6.76	7.33	8.05	8.53	9.10	9.82
D		14,428.13	15,537.98	16,832.82	18,497.60	19,607.46	20,902.29	22,567.07
		7.50	8.08	8.75	9.61	10.19	10.86	11.73
E	17,518.41	19,041.75	20,506.50	22,215.38	24,412.50	25,877.25	27,830.25	30,515.63
F	20,163.22	22,528.74	24,261.72	26,283.53	28,883.00	30,615.98	32,926.62	36,103.75
G	23,942.76	28,605.45	32,038.10	34,707.95	38,140.60	40,429.04	43,480.28	47,675.75
H	28,155.85	34,760.31	37,434.18	40,553.70	44,564.50	47,684.02	51,249.18	56,596.92
I		43,296.63	46,627.14	50,512.74	55,508.50	59,394.10	63,834.78	70,495.80
J		51,132.98	55,066.28	59,655.14	65,555.10	70,143.96	75,388.37	83,254.98
K		59,945.18	64,556.35	69,936.05	76,852.80	82,232.50	88,380.72	97,603.06
L		67,830.20	73,047.91	79,135.24	86,961.80	93,049.13	100,006.07	110,441.49
M		74,710.90	80,457.89	87,162.71	95,783.20	103,445.86	112,066.34	124,518.16
N		77,174.96	83,111.49	90,037.45	98,942.25	106,857.63	115,762.43	128,624.93
O		83,687.06	90,124.52	97,634.90	107,291.10	115,874.39	125,530.59	139,478.43

L'entreprise [Pacific People](#), principale entreprise de ressources humaines à Fidji, peut vous accompagner dans le recrutement d'employés locaux ainsi que dans le processus d'obtention de visa pour des expatriés.



TÉMOIGNAGE : PSC CONSULTING / KORAIL



Bertrand Schmitt, directeur de PSC Consulting, cabinet spécialisé dans l'import et l'export de biens, a ouvert en 2018 la société KOPAC à Fidji, conjointement avec le groupe KORAIL.

A l'époque, Investment Fiji était le point d'entrée unique pour tout nouvel investisseur souhaitant créer une société à Fidji, ce qui fut très apprécié par Bertrand.

Bertrand a fait le choix de passer par un agent travaillant anciennement chez Investment Fiji et ayant créé une société d'accompagnement des entreprises dans leur processus de création d'une filiale à Fidji. Ce choix s'est avéré mauvais et il aurait été plus pertinent d'après Bertrand de « *passer par un cabinet d'avocat d'affaires afin d'accélérer le processus, quitte à payer une somme plus importante* ». Bertrand possédait une personne basée sur place pour gérer les différentes démarches et s'est déplacé 4/5 fois à

Fidji pour effectuer des démarches administratives, des paiements et des rencontres commerciales.

Quel a été le montant total de tes démarches ?

« *Un peu moins de 600 000 CFP, sans compter les nombreux voyages pour se rendre sur place* ».

Pourquoi as-tu créé une filiale à Fidji ?

« *La création de la société KOPAC a pour but de faciliter les démarches import et export avec Fidji et de déclencher des opportunités sur toute la zone Pacifique, qui est une zone de libre échange depuis Fidji* ».

DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

La principale difficulté rencontrée par Bertrand fut le délai de création de l'entreprise. Annoncé par Investment Fiji comme un processus prenant 3 mois, la société KOPAC a finalement été officiellement créée en 15 mois. Un délai beaucoup trop long pour Bertrand qui a failli abandonner le projet après plus d'un an. C'est finalement ses relations et un contact bien placé qui ont pu débloquer la situation. La création de société s'est avérée beaucoup plus difficile et longue que sur le papier.

CONSEILS

D'après Bertrand, « *la création d'une société à Fidji doit être un choix murement réfléchi et découler d'une volonté de s'établir sur le long terme et non pas sur une opération commerciale temporaire (ex : appel d'offres remporté)* ». De plus, « *le business peut être très long à faire à Fidji, il faut savoir être patient et gagner la confiance de ses interlocuteurs* ». Enfin, « *Fidji dépend d'un système anglosaxon, il faut donc faire un choix précis et s'enregistrer pour un seul domaine uniquement, les demandes peuvent être différentes suivant les activités de l'entreprise. Il faut donc savoir clairement les activités envisagées* ».

CONTACTS CLÉS



INVESTMENT FIJI (AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE FIDJI)

- **Kamal CHETTY - Directeur Général**
 - kamal@investmentfiji.org.fj - (secrétaire : Siteri@investmentfiji.org.fj)
 - +679 990 7913
- **Musarat ALI - Directrice Investissement et Export**
 - Musarat@investmentfiji.org.fj
 - +679 990 7895
- **Rajneel SHARAN - Agent Investissement et Export (Europe et Nouvelle-Calédonie)**
 - Rajneel@investmentfiji.org.fj
 - +679 331 5988

Une foire aux questions pour les investisseurs est disponible sur leur site, à retrouver via ce [LIEN](#).

Services proposés par Investment Fiji aux investisseurs étrangers :

- Coordonner et interagir avec les investisseurs et les représentants du secteur privé afin d'identifier les problèmes et les défis qui limitent l'investissement direct étranger ; définir des stratégies et des actions pour relever les défis.
- Analyser et rendre compte de l'état de l'écosystème d'investissement pour les secteurs prioritaires
- Formuler et soumettre des propositions visant à améliorer l'écosystème de l'investissement sur la base du retour d'information des investisseurs potentiels dans les secteurs prioritaires
- Défendre et suivre les actions gouvernementales visant à améliorer l'écosystème de l'investissement pour les investisseurs dans les secteurs prioritaires.
- Assurer le suivi avec d'autres organisations pour l'approbation des entreprises
- Demander et organiser des réunions avec les parties prenantes concernées au nom des investisseurs
- Établir des liens entre les investisseurs et les autres parties prenantes concernées
- Fournir des solutions aux clients sur les questions/problèmes liés à l'investissement et au commerce
- Effectuer des visites de sites et contribuer à l'avancement des projets

Site internet : <https://www.investmentfiji.org.fj/>

CONTACTS CLÉS



FIJI REVENUE AND CUSTOMS SERVICE

FIJI REVENUE & CUSTOMS SERVICE (SERVICE DES TAXES ET DES DOUANES DE FIDJI)

- Sherylin HASSAN - Agent conception et suivi des mesures (incitations fiscales)
 - shassan001@frcs.org.fj
 - +679 324 3025
- Talei KATONIBAU - Agent taxe salariale
 - tkatonibau@frcs.org.fj
 - +679 324 3032
- Sharon MANASEITAVA - Agent frais de douanes
 - smanaseitava@frcs.org.fj
 - +679 324 3110

Site internet : <https://www.frcs.org.fj/>



FIJI COMMERCE AND EMPLOYERS FEDERATION (PRINCIPALE REPRÉSENTATION DU SECTEUR PRIVÉ À FIDJI - EQUIVALENT MEDEF / CPME).

- Kameli BATIWETI - Directeur
 - ceo@fcef.com.fj
 - +679 331 3188
- Naveena ROSHNI - Assistante de direction
 - employer@fcef.com.fj
 - +679 992 1794

Site internet : <https://www.facebook.com/fceffiji.com.fj/>

CONTACTS CLÉS

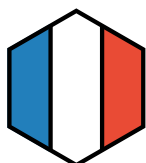


**AMBASSADE
DE FRANCE
À FIDJI, KIRIBATI,
NAURU, TONGA
ET TUVALU**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

AMBASSADE DE FRANCE À FIDJI

- François-Xavier LÉGER - Ambassadeur
 - francois-xavier.leger@diplomatie.gouv.fr
 - +679 331 0526
- Laurence BRATTIN-NERRIÈRE - Première conseillère
 - laurence.brattin@diplomatie.gouv.fr
 - +679 239 7462
- Luisa BOLE - Secrétaire de l'Ambassadeur
 - luisa.bole@diplomatie.gouv.fr
 - +679 331 0526



ENTREPRISES FRANÇAISES À FIDJI

- TotalEnergies
- Pacific Energy
- BRED Bank Fiji
- Vergnet
- Suez / Calédonienne des eaux
- Groupe Accord (Sofitel, Novotel...)
- KOPAC (Groupe Korail)
- Pacific Island Art
- Aircalin
- Bolloré Logistics

VOTRE REPRÉSENTANT NCT&I À FIDJI



À votre service pour vous
partager mon expertise de
Fidji et vous représenter
afin de développer votre
activité sur Fidji

Depuis Octobre 2020, New Caledonia Trade & Invest comprend au sein de son équipe Rhenaud Hette, chargé de mission Fidji, basé à Suva au sein de l'ambassade de France de Fidji.

Rhenaud a su nouer de nombreux contacts essentiels et développer une connaissance accrue de l'écosystème Fidjien ainsi que des us et coutumes pour vous aider à développer vos activités à Fidji.

A ce jour, NCT&I a délivré de nombreuses études de marché à ses adhérents sur le marché Fidjien et facilité l'organisation de missions économiques sectorielles ayant permis le développement à l'export des adhérents concernés.



NEW CALEDONIA TRADE & INVEST

Fort de notre présence physique à Fidji, New Caledonia Trade & Invest vise à développer les relations commerciales entre la Nouvelle-Calédonie et Fidji.

Notre équipe, basée à Nouméa et à Suva, est là pour soutenir les entreprises calédoniennes dans leur processus d'exportation. NCT&I compte plus de 100 adhérents répartis dans de nombreux secteurs d'activités (agriculture, industrie, services, transport, informatique, santé, ingénierie...).

Nos services vont de la transmission d'informations clés sur le marché, la mise en relation auprès de contacts pertinents, en passant par la sensibilisation aux dernières exigences en matière d'exportation/importation, la réalisation d'études de marché approfondies, jusqu'à l'organisation de missions commerciales. Nous organisons fréquemment des réunions d'information et des webinaires sur divers sujets (exportation, présentation pays, opportunités d'investissement...) afin de tenir nos adhérents à jour de l'actualité du Pacifique Sud. Nous fournissons également à nos membres un accès à un suivi hebdomadaire des appels d'offres du Pacifique afin qu'ils ne manquent aucune opportunités commerciales.

En outre, NCT&I aide les investisseurs qui souhaitent investir en Nouvelle-Calédonie.



NOUVELLE-CALÉDONIE

3 rue Henri Simonin
Ducos
98 800 Nouméa

Cécile CHAMBOREDON - Directrice
direction@ncti.nc
+687 230 797

Sandra PILLOTON - Assistante cluster
secretariat@ncti.nc
+687 230 796



FIDJI

Embassy of France
Pacific House, 2nd floor
Butt Street, Suva

Rhenaud HETTE - Chargé de mission Fidji
mission@ncti.nc
+679 27 28 167 / +679 71 71 628  



Suivez nous :

